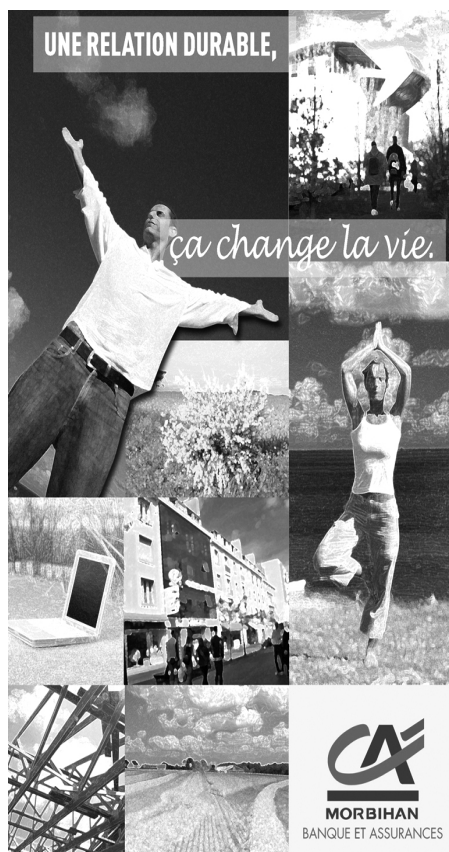


# *Information trimestrielle* *Au 30 Septembre 2008*





Avenue de Kéranguen – 56956 Vannes Cedex 9  
Tél : 02 97 01 77 77 – Fax : 02 97 01 75 04  
[www.ca-morbihan.fr](http://www.ca-morbihan.fr)

Responsable de la communication financière : Mr Patrick DELAHAYE,  
Directeur du département des Finances et Risques

# *Documents comptables trimestriels*

## *Au 30 Septembre 2008*

### *Sommaire*

<b>Cadre général</b>	<b>4-5</b>
<hr/>	
<b>Rapport trimestriel</b>	<b>6</b>
Faits marquants des 9 premiers mois de 2008	7
Tableau d'activité (base consolidée)	6 à 9
Bilan et Compte de résultat (base consolidée)	9 à 11
Bilan et Compte de résultat (base sociale)	11 à 14
Gestion des Risques et Dispositif Prudentiel	14 à 15
Certificats Coopératifs d'Associés et d'Investissement	15
Perspectives 2008	15
<b>Comptes trimestriels résumés sur base consolidée</b>	<b>16</b>
Bilan Actif	17
Bilan Passif	18
Compte de Résultat	19
Composition des capitaux propres	20
<b>Comptes trimestriels résumés sur base sociale</b>	<b>21</b>
Bilan Actif	22
Bilan Passif	23
Hors Bilan	24
Compte de Résultat	25

# CADRE GENERAL



# CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU MORBIHAN

Comptes trimestriels résumés au 30 septembre 2008

## Cadre général

### **1. Présentation juridique du Crédit agricole du Morbihan**

Dénomination : Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan  
Adresse : Avenue de Kéranguen  
56956 Vannes Cedex 9  
Siège social : Avenue de Kéranguen  
56956 Vannes Cedex 9  
Registre du commerce et des sociétés : Vannes  
Numéro d'immatriculation : 777 903 816

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code monétaire et financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale du Morbihan, 45 caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse Régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses Locales et d'un fonds dédié.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale du Morbihan est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

### **2. Principes et Méthodes applicables dans la Caisse Régionale du Morbihan**

Le cadre juridique et financier n'a pas évolué par rapport à la publication annuelle de fin d'exercice 2007.

### **3. Application de la Directive « Transparence » de l'Autorité des Marchés Financiers**

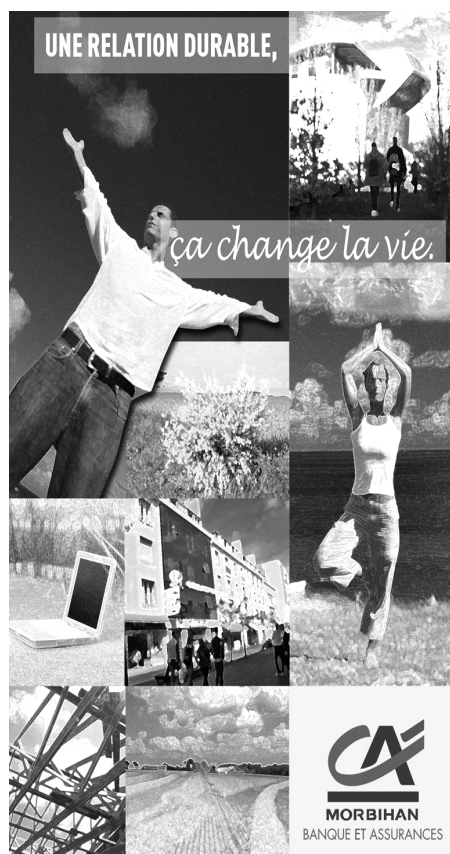
Conformément à la Directive « Transparence » de l'Autorité des Marchés Financiers, la Caisse Régionale du Morbihan met en œuvre cette publication trimestrielle.

### **4. Revue des Comptes au 30 septembre**

Les Comptes du 30 septembre 2008 font l'objet d'une revue limitée par les Commissaires aux Comptes.

# RAPPORT TRIMESTRIEL

au 30 Septembre 2008



## **I. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE**

### ***1. Faits marquants des neuf premiers mois de 2008***

- **Création d'une nouvelle Caisse Locale et Fusion-Absorption d'une Caisse Locale**

Une nouvelle Caisse Locale de Crédit Agricole a été créée à GUIDEL, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2008. Cette création s'inscrit dans le cadre d'une redéfinition de la circonscription territoriale de la Caisse Locale de Crédit Agricole de PLOEMEUR. Cette redéfinition a aussi comme effet, d'une part la réduction de la circonscription territoriale de la Caisse Locale de Crédit Agricole de LARMOR-PLAGE au profit de la Caisse Locale de Crédit Agricole de LORIENT et d'autre part la fusion-absorption de la Caisse Locale de Crédit Agricole de LARMOR-PLAGE avec la Caisse Locale de Crédit Agricole de PLOEMEUR (effet au 1<sup>er</sup> avril 2008).

- **Pacte des Coopérations Bretonnes**

Le vendredi 22 février 2008, a eu lieu à BREST, la signature officielle du pacte des coopérations des Caisses Régionales Bretonnes du Crédit Agricole (Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine et Morbihan). Cette signature formalise la volonté et les principes d'une stratégie ambitieuse et innovante, unique dans le groupe Crédit Agricole. Trois grands axes ont été définis par les Caisses Régionales, l'objectif étant d'améliorer l'expertise tout en baissant le prix de production. Ainsi des pôles d'expertise régionaux, pour les entreprises ou la banque privée par exemple, au service des quatre Caisses Régionales devront être créés. Une harmonisation des back-offices est également prévue et un modèle unique doit être choisi, respectant trois critères : la satisfaction du client, la productivité et la conformité. De plus, les Caisses Régionales souhaitent gagner en efficacité en coopérant sur des sujets transversaux comme la distribution multicanal et la mise en marché de nouveaux produits.

- **Emission de Titres Subordonnés Remboursables**

La Caisse Régionale a émis en juin 2008 pour 30 millions de Titres Subordonnés Remboursables sur une durée de 10 ans.

- **Augmentation de capital de SAS Rue la Boétie**

La Caisse Régionale participe au développement du Groupe avec l'augmentation du compte courant de la SAS Rue la Boétie (+ 70,5 millions d'euros) et a donné son accord pour participer à l'augmentation du capital de la SAS Rue la Boétie à hauteur de 62,4 millions d'euros.

### ***2. Evènements postérieurs à la fin de période intermédiaire***

La Caisse Régionale a procédé, le 14 octobre 2008, à un netting d'un swap de retournement d'un BMTN Structuré pour un nominal de 25 millions d'euros. Ce netting a généré une soulte positive de 5,17 millions d'euros qui sera étalée jusqu'en 2021 dans les comptes sociaux et intégralement comptabilisée dans le PNB consolidé de 2008.

## **II. TABLEAU D'ACTIVITE (base consolidée)**

### ***1. Activité commerciale***

Dans un contexte de ralentissement économique, le développement des activités se poursuit sur un rythme moins prononcé que les années précédentes.

Dans le domaine de la collecte, les encours progressent sur un an de +1,5 %. Cette hausse est principalement impactée par la perturbation des marchés financiers qui sévit depuis l'été 2007. L'épargne traditionnelle progresse de 2,7%. Les produits adossés sur les indices boursiers, l'assurance-vie et les FCP sont directement impactés par les soubresauts des marchés financiers (-1%). Les ressources monétaires, représentées par les dépôts à vue et les dépôts à terme, progressent quant à elles fortement à + 5,9%.

Pour le crédit, le rythme des exercices précédents n'est pas totalement maintenu. La croissance s'affiche à + 6,5 % sur les 12 derniers mois. L'évolution est hétérogène suivant les marchés : + 6,9 % sur l'habitat, +10,1 % en trésorerie, + 4,1 % sur les professionnels, l'agriculture et les entreprises.

## 2. Tableau d'activité trimestriel

La crise financière installée depuis l'été 2007, se matérialise, notamment par le manque de liquidités et par la forte hausse du coût des refinancements, pénalisant la marge d'intermédiation globale mais aussi le rendement des fonds propres gérés par la Caisse Régionale.

Dans ce contexte, à fin septembre 2008, le produit net bancaire atteint 170,4 millions d'euros en baisse de - 1,1 %, soit - 2,0 millions d'euros. Cette diminution provient principalement de :

- l'accroissement des produits issus des prêts à la clientèle, atténué par l'augmentation des charges liées au refinancement de ces prêts, dont une partie subit les effets défavorables de la hausse des taux sur les marchés financiers et des effets de la crise financière,
- l'externalisation de plus-values sur titres de placement à hauteur de 3,3 millions d'euros au cours des neuf premiers mois de 2008, contre 12,4 millions au 30 septembre 2007,
- de l'évolution de la valeur de marché des instruments financiers classés en « passifs à la juste valeur par résultat » (BMTN Structurés et swaps) pour un impact de 14,7 millions d'euros en 2008. Retraité de cette opération le PNB consolidé ressortirait à 155,6 millions d'euros en retrait de -9,7% par rapport à septembre 2007.

(En milliers d'euros)	3 <sup>ème</sup> Trim. 2008	3 <sup>ème</sup> Trim 2007	Variation en %	Sept. 2008	Sept. 2007	Variation en %
<b>Produit net bancaire</b>	<b>39 141</b>	<b>49 712</b>	<b>-21,3</b>	<b>170 352</b>	<b>172 329</b>	<b>-1,1</b>
Charges générales d'exploitation	-28 464	-29 261	-2,7	-88 112	-88 949	-0,9
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-981	-944	3,9	-3 037	-2 980	1,9
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>9 696</b>	<b>19 507</b>	<b>-50,3</b>	<b>79 203</b>	<b>80 400</b>	<b>-1,5</b>
Coût du risque	2 884	-2 181	-232,2	-11 825	-12 782	-7,5
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>12 580</b>	<b>17 326</b>	<b>-27,4</b>	<b>67 378</b>	<b>67 618</b>	<b>-0,4</b>
Gains ou pertes sur autres actifs	-20	0	/	-130	6	Ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>12 560</b>	<b>17 326</b>	<b>-27,5</b>	<b>67 248</b>	<b>67 624</b>	<b>-0,6</b>
Impôt sur les bénéfices	-4 548	-5 426	-16,2	-18 768	-16 202	15,8
<b>Résultat net</b>	<b>8 012</b>	<b>11 900</b>	<b>-32,7</b>	<b>48 480</b>	<b>51 422</b>	<b>-5,7</b>

Les charges de fonctionnement, fruit des investissements commerciaux et des dépenses courantes engagées pour accompagner l'activité, sont maîtrisées avec une quasi-stabilité (- 0,01 %) par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2007.

Sur les neuf premiers mois de 2008 le coût du risque baisse de 1,0 million d'euros sur la période avec le renforcement des provisions pour risques sur base collective sur la base d'informations issues des nouveaux modèles BALE II en vigueur dans le Groupe Crédit Agricole. Les risques sont maîtrisés avec un taux de créances douteuses et litigieuses à 2,60 % (contre 3,16 % en septembre 2007) et un taux de couverture à 69,02 %. La Caisse Régionale maintient son taux de couverture globale des risques crédits (Encours des dépréciations et provisions individuelles et collectives sur Encours de Crédits Bruts) qui s'établit à 2,74 % contre 2,79 % il y a un an dans le contexte d'un ralentissement économique.

Au total, il en découle un Résultat d'Exploitation de 67,2 millions d'euros, et un résultat net de 48,5 millions d'euros, en diminution de -2,9 millions d'euros (- 5,7%). Retraité de la valorisation des instruments financiers classés en « passifs à la juste valeur par résultat » le résultat net consolidé ressortirait à 38,8 millions d'euros en retrait de - 24,5%.

- Coefficient d'exploitation

Calculé sur base consolidée, le coefficient d'exploitation ressort à 53,51% en septembre 2008, contre 53,35 % en septembre 2007, et 55,53% fin décembre 2007. Retraité de la valorisation des BMTN structurés et des swaps liés, le coefficient d'exploitation ressort à 58,58% en septembre 2008.



- Informations sectorielles

La Caisse Régionale du Morbihan exerce l'essentiel de son activité en France, dans un seul secteur d'activité et dans la banque de proximité. Cela ne justifie donc pas la production de tableaux détaillés par métiers, par pôles d'activité et par zones géographiques.

### **III. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT (base consolidée)**

Les tableaux détaillés relatifs aux commentaires ci-après sont présentés au chapitre : « Comptes trimestriels résumés sur base consolidée au 30 septembre 2008 ».

#### **1. Bilan consolidé**

Le total du Bilan *consolidé* arrêté au 30 septembre 2008 s'établit à 7 214 millions d'euros, en augmentation de 3,8% par rapport à décembre 2007.

##### ♦ A l'Actif :

**L'activité clientèle constitue toujours la principale source de progression du bilan :**

→ Elle se traduit dans le poste « *Prêts et créances sur la clientèle* », qui représente 85,15 % du total bilan. En hausse de 5,5 %, il atteint 6 143 millions d'euros, net des provisions. Il bénéficie du niveau soutenu des réalisations, de près de 884 millions d'euros. Les réalisations des crédits à l'habitat représentent 380 millions d'euros.

**Parmi les autres postes de l'actif, il convient de noter :**

→ les « *prêts et créances sur les établissements de crédits* » : qui progressent à 383 millions d'euros avec des placements réalisés par la Caisse Régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans un marché boursier perturbé.

→ les « *actifs financiers disponibles à la vente* » : ils atteignent 583,9 millions en baisse de 25,1 %, qui traduit notamment l'évolution des valorisations des participations, avec principalement la SAS Rue la Boétie dont la plus-value latente passe de 176,7 millions d'euros à 25,6 millions d'euros.

##### ♦ Au Passif :

**Quatre postes principaux permettent d'assurer le financement des prêts et créances émis sur la clientèle pour un total de 6,1 milliards d'euros :**

→ En premier lieu, le poste « *Dettes envers les établissements de crédits* » : il atteint 4 166 millions d'euros, en progression de 3,5 %. Il comprend notamment :

- les « avances miroirs », qui représentent 50 % des ressources d'épargne collectées par la Caisse Régionale et remontées à Crédit Agricole S.A.. Ce poste progresse en même temps que la collecte bancaire clientèle.
- les « avances traditionnelles » qui représentent 50 % des prêts sur avances antérieurs au 1er janvier 2005 ; cet encours diminue au rythme de l'amortissement des crédits correspondants.
- les « avances globales », que la Caisse Régionale peut solliciter auprès de Crédit Agricole S.A. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, à hauteur maximale de 50 % des nouvelles réalisations de crédits amortissables de 24 mois ou plus.

→ En second lieu, les « *Dettes envers la clientèle* » : ce poste atteint 1 326 millions d'euros en progression au regard de 2007 (+5,5 %). Cette variation résulte de la progression des comptes créditeurs de la clientèle (DAT) tandis que les comptes créditeurs de la clientèle à vue baissent (DAV).

→ Puis les « *Passifs financiers à la juste valeur par résultat* » : il s'agit principalement des BMTN structurés pour 210 millions d'euros.

→ Enfin, les « *Dettes représentées par un titre* » : ce poste représente 499,5 millions d'euros au 30 septembre 2008, en hausse de +37,7 % en raison d'un recours plus important aux CDN interbancaires.

L'autre poste important des ressources du Bilan correspond aux « *Capitaux propres – part du groupe* » pour 751,6 millions d'euros, en baisse de -14,0 %.

Ce recul provient d'une part de la hausse des réserves consolidées par l'effet de l'affectation du résultat 2007, et d'autre part des gains ou pertes latents ou différés, qui passent de 209,4 millions d'euros à 48,8 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la variation de valorisation des « *actifs financiers disponibles à la vente* » et traduit les conditions de marché actuelles.

## 2. Compte de résultat consolidé

### ◆ LE PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire *consolidé* atteint 170,4 millions d'euros au 30 septembre 2008, en diminution de 1,1 % par rapport à septembre 2007.

→ les « *Intérêts et Produits ou charges nets assimilés* » : augmentent de 2,5 % à 67,2 millions d'euros. Cette évolution résulte :

- de l'accroissement des produits, principalement issus des prêts à la clientèle en forte progression,
- de la forte hausse des charges liées au refinancement de ces prêts, dont une partie subit les effets défavorables de la hausse des taux des marchés financiers.

→ les « *Produits nets des commissions* » : il s'agit des commissions et facturations liées au développement commercial sur les activités de collecte et de services. Ce poste atteint 58,4 millions d'euros, en baisse de 4,5 %. La progression des commissions et facturations sur les services (+ 6,9%) est atténuée par la baisse des commissions sur la collecte d'assurance et par les charges sur les coûts de la liquidité.

→ les « *gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* » et « *sur actifs financiers disponibles à la vente* » évoluent peu à 30,5 millions d'euros contre 29,8 millions en 2007. En 2008, ce poste bénéficie de l'évolution de la valeur de marché des instruments financiers classés en « Passifs à la juste valeur par résultat » (BMTN structurés et swaps de couverture des BMTN) pour un impact de 14,7 millions d'euros.

→ Les autres éléments du PNB représentent globalement 14,2 millions d'euros, contre 15,8 millions d'euros en septembre 2007.

### ◆ CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Les *charges générales d'exploitation consolidées* atteignent 88,1 millions d'euros au 30 septembre 2008, en baisse de -0,9 %. Cette évolution se partage entre :

→ les *frais de personnel*, en augmentation de 0,6 % : nouvelle convention collective au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2007 atténuée par l'évolution courante des rémunérations et charges sociales.

→ les *autres frais administratifs*, en baisse de -3,2% : ce taux traduit la maîtrise de ce type de frais avec les charges engagées dans les travaux informatiques, qui bénéficient d'économies d'échelles réalisées suite à la mise en œuvre du système d'information ATLANTICA.

Les *dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles*, qui varient de + 1,9 % ; cette évolution traduit la poursuite régulière des investissements mobiliers et immobiliers pour moderniser le réseau d'agences au service des clients.

### ◆ DU RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION AU RESULTAT CONSOLIDE

→ Calculé sur *base consolidée*, le coefficient d'exploitation ressort à 53,51 % en septembre 2008, contre 53,35 % en septembre 2007 et 55,53 % en décembre 2007.

→ Ce niveau de **Résultat Brut d'Exploitation** permet de supporter :

- un **Coût du Risque** de – 11,8 millions d'euros (-7,5 % par rapport à septembre 2007) soit + 0,9 million d'euros sur la période avec le renforcement des provisions pour risques sur base collective calculées à partir des nouveaux modèles BALE II en vigueur dans le Groupe Crédit Agricole. Les risques sont néanmoins maîtrisés avec un taux de créances douteuses et litigieuses à 2,60 % (contre 3,16 % en septembre 2007) et un taux de couverture à 69,02 %. La Caisse Régionale maintient son taux de couverture globale des risques crédits (Encours des provisions individuelles et collectives sur Encours de Crédits Bruts) qui s'établit à 2,74 % contre 2,79 % il y a un an.
- une **Charge Fiscale** de – 18,8 millions d'euros,
- et de dégager un **Résultat net (part du groupe)** de 48,5 millions d'euros (- 5,7 % par rapport au 30 septembre 2007).

→ L'augmentation du **Résultat net consolidé - part du groupe** par rapport au **résultat social** de + 6,7 millions d'euros s'explique notamment par les effets de la valorisation des instruments financiers classés en « Passifs à la juste valeur par résultat ». En effet, retraité de cette opération, le Résultat net consolidé – part du groupe ressortirait à 38,8 millions d'euros en retrait de -24,5%.

#### IV. **BILAN ET COMPTE DE RESULTAT (base sociale)**

Les tableaux détaillés relatifs aux commentaires ci-après sont présentés au chapitre : « Comptes trimestriels résumés sur base sociale au 30 septembre 2008 ».

##### 1. **Bilan social**

Le total du Bilan **social** arrêté au 30 septembre 2008 s'établit à 7 191 millions d'euros, en progression de 6,5 % par rapport à décembre 2007.

##### ♦ **A l'Actif :**

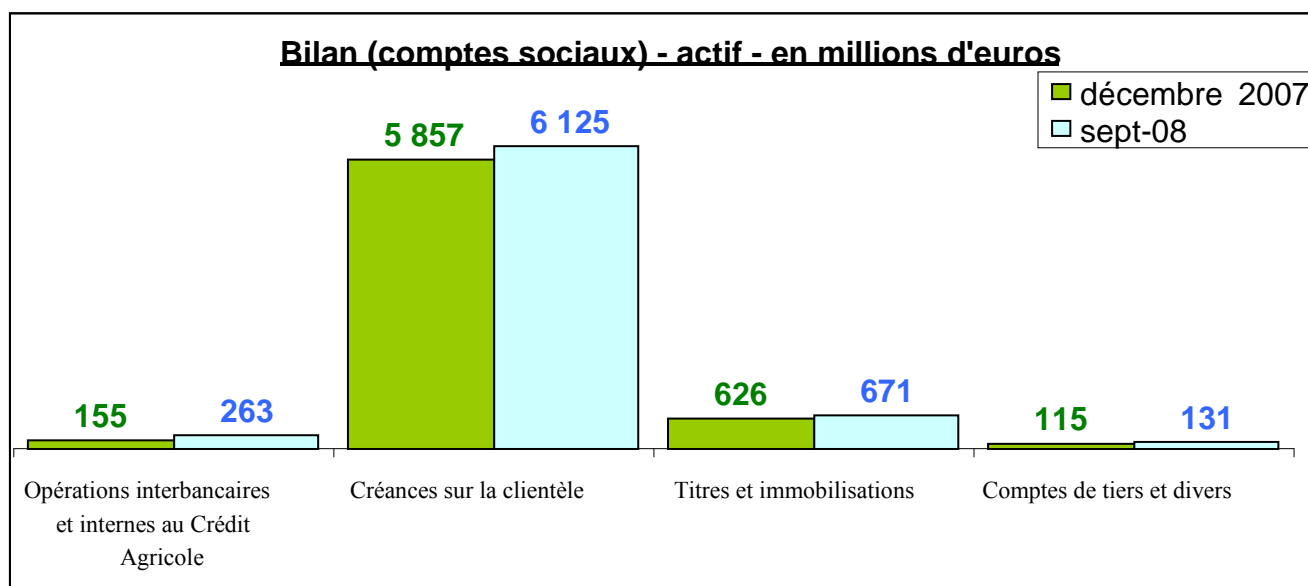
**L'activité clientèle constitue toujours la principale source de progression du bilan :**

→ Elle se traduit dans le poste « **Opérations avec la clientèle** », qui représente 85,2 % du total bilan. En hausse de 4,6 %, il atteint 6 125 millions d'euros, net des provisions.

**Parmi les autres postes de l'actif, il convient de noter :**

→ les « **Opérations sur titres** » et « **Valeurs immobilisées** » : qui progressent de 45,2 millions pour ressortir à 671,5 millions d'euros avec la participation de la Caisse Régionale au développement du Groupe.

→ les « **Opérations internes au Crédit Agricole mutuel** » : elles atteignent 234,8 millions en hausse de 73,9 % avec un placement de 75 millions d'euros réalisé par la Caisse Régionale auprès de Crédit Agricole S.A



♦ Au Passif :

Trois postes principaux permettent d'assurer le financement des prêts et créances émis sur la clientèle pour un total de 6,2 milliards d'euros :

→ En premier lieu, le poste « *Opérations internes au Crédit Agricole Mutuel* » : il atteint 4 188 millions d'euros, en progression de 3,5 %. Il comprend notamment :

- les « avances miroirs », qui représentent 50 % des ressources d'épargne collectées par la Caisse Régionale et remontées à Crédit Agricole S.A.. Ce poste progresse en même temps que la collecte bancaire clientèle.
- les « avances traditionnelles » qui représentent 50 % des prêts sur avances antérieurs au 1er janvier 2005 ; cet encours diminue au rythme de l'amortissement des crédits correspondants.
- les « avances globales », que la Caisse Régionale peut solliciter auprès de Crédit Agricole S.A. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, à hauteur maximale de 50 % des nouvelles réalisations de crédits amortissables de 24 mois ou plus.

→ En second lieu, les « *Comptes créditeurs de la clientèle* » : ce poste atteint 1 326 millions d'euros en augmentation de + 5,5 % par rapport à 2007. Cette variation résulte de la progression des comptes créditeurs de la clientèle à terme (DAT) tandis que les comptes créditeurs de la clientèle à vue baissent (DAV).

→ Enfin, les « *Dettes représentées par un titre* » : ce poste représente 710 millions d'euros au 30 septembre 2008, en hausse de 23,8 % en raison d'un recours plus important aux CDN interbancaires.

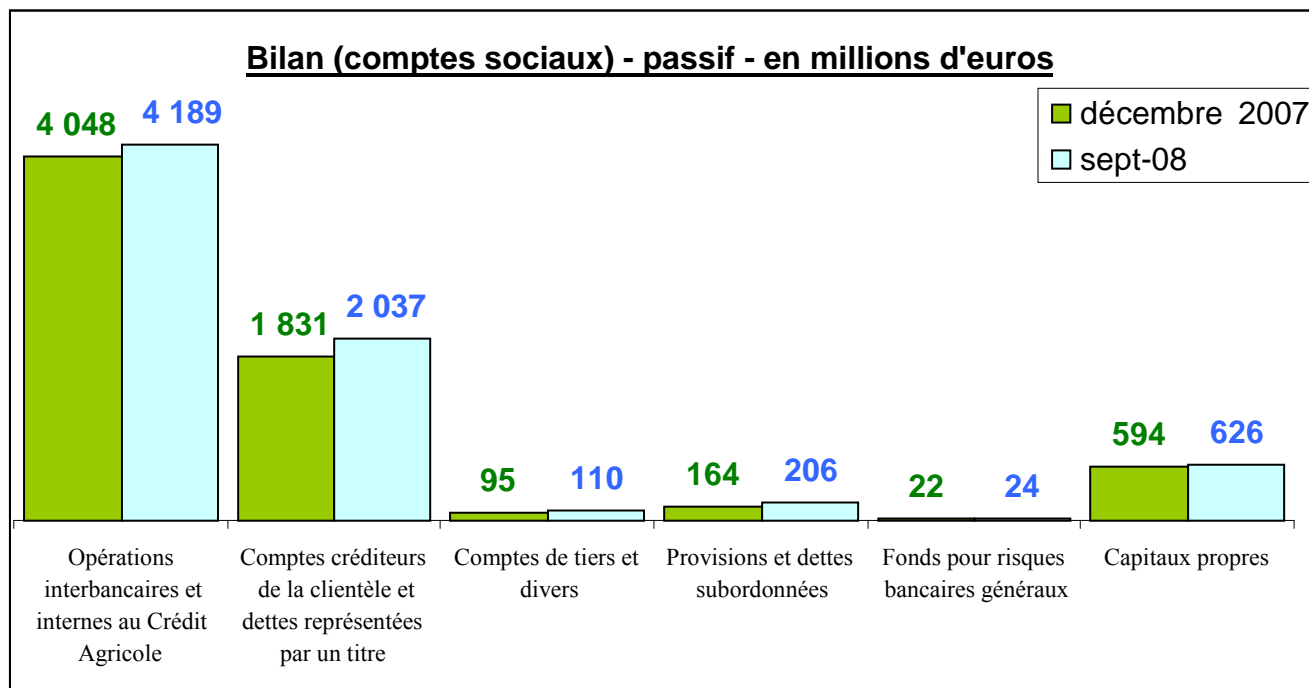
Parmi les autres postes du passif, il convient de noter :

→ les « *Provisions et dettes subordonnées* » qui progressent sous l'effet :

- d'une part, d'une dotation de la provision du risque de crédit sur base collective portant le total de cette provision à 58 millions d'euros,
- d'autre part, de l'émission de Titres Subordonnés Remboursables pour 30 millions d'euros en juin 2008.

→ et les « *Capitaux propres* » qui progressent avec le résultat conservé 2007.

Au 30 septembre 2008, l'écart entre le total bilan social et le total bilan consolidé s'explique principalement par la valorisation des titres de participation, des OPCVM et des BMTN structurés minorés de l'effet des impôts différés.



## 2. Compte de résultat social

### ◆ Le Produit Net Bancaire

A fin septembre 2008, les soldes intermédiaires de gestion présentent des évolutions contrastées par rapport à fin septembre 2007, qu'il convient de nuancer fortement.

En effet, le **Produit Net Bancaire social** atteint 155,9 millions d'euros au 30 septembre 2008, en diminution de - 10,4 % par rapport à septembre 2007. Ce recul s'explique pour partie par la baisse de l'agrégat « **Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés** ».

→ les « **Intérêts et Produits ou charges nets assimilés** » et « **Revenus des titres à revenu variable** » : diminuent de 3,0 % à 87,5 millions d'euros. Cette évolution résulte :

- de l'accroissement des produits, principalement issus des prêts à la clientèle en forte progression,
- de la forte hausse des charges liées au refinancement de ces prêts, dont une partie subit les effets défavorables de la hausse des taux des marchés financiers.
- de la hausse des dividendes des participations.

→ les « **Produits nets des commissions** » : il s'agit des commissions et facturations liées au développement commercial sur les activités de collecte et de services. Ce poste atteint 56,1 millions d'euros, en baisse de 4,3 %. La progression des commissions et facturations sur les services (+ 6,9%) est atténuée par la baisse des commissions sur la collecte d'assurance et par les charges sur les coûts de la liquidité.

→ les « **gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation** » et « **gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés** » diminuent de 14,3 millions d'euros, à -2,2 millions d'euros, sous l'effet de l'évolution des marchés financiers.

→ Les autres éléments du PNB représentent globalement 14,5 millions d'euros, en progression par rapport à septembre 2007 (13,0 millions d'euros).

### ◆ Charges Générales d'exploitation

Les **charges générales d'exploitation sociales** atteignent 87,2 millions d'euros au 30 septembre 2008, au même niveau que l'année précédente (+0,1 %). Cette évolution se partage entre :

→ les **frais de personnel**, en augmentation de + 0,6 % : cette variation provient de la mise en œuvre de la nouvelle convention collective au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2007 atténuée par l'évolution courante des rémunérations et charges sociales.

→ les **autres frais administratifs**, en légère baisse de - 0,6 % : ce taux traduit la maîtrise de ce type de frais avec les charges engagées pour développer l'activité commerciale.

Les **dotations nettes aux amortissements**, qui varient de + 1,9 % ; cette évolution traduit les effets de la politique d'investissements de la Caisse Régionale.

### ◆ Du Résultat Brut d'Exploitation au Résultat social

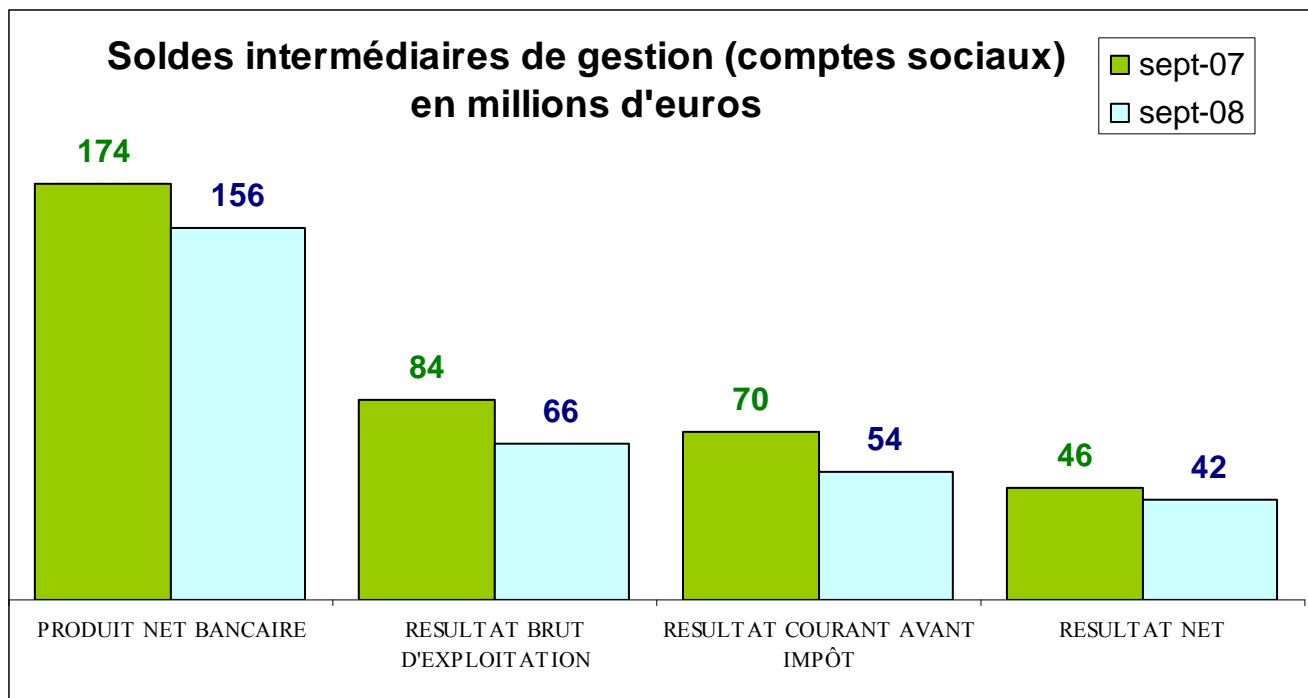
→ Calculé sur **base sociale**, le coefficient d'exploitation ressort à 57,94 % en septembre 2008, contre 51,84 % en septembre 2007 et 54,17 % en décembre 2007.

→ Ce niveau de **Résultat Brut d'Exploitation** permet de supporter un **Coût du Risque** de - 11,7 millions d'euros (inférieur à septembre 2007 avec la dotation nette de la provision pour risques et charges sur base collective de 16,5 millions d'euros contre 5,9 millions en septembre 2007) et un **Impôt sur les bénéfices** de - 10,7 millions d'euros, et de dégager un **Résultat net** de 41,7 millions d'euros (- 10,2 % par rapport au 30 septembre 2007).

→ La rubrique **Impôt sur les bénéfices** est en retrait sensible compte tenu de l'impact :

- du retraitement des provisions non déductibles,
- et de la baisse du stock des plus-values latentes accumulées sur la gestion des excédents de fonds propres, consécutivement à l'évolution des marchés financiers et à des cessions intervenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

→ En synthèse, la baisse du *Résultat net social* au 30 septembre 2008 par rapport au *Résultat net social* au 30 septembre 2007 de - 4,7 millions d'euros s'explique d'une part avec les effets de la provision Epargne Logement (-1,6 million d'euros) et d'autre part avec les conséquences de la crise financière qui, en dépit de la croissance de l'ensemble de nos activités commerciales, pénalise la marge d'intermédiation globale mais aussi le rendement des fonds propres gérés par la Caisse Régionale.



## V. GESTION DES RISQUES ET DISPOSITIF PRUDENTIEL

La Caisse Régionale du Morbihan poursuit une politique rigoureuse de gestion des risques et un provisionnement prudent.

### 1. *Le risque crédit et de contrepartie*

- Les créances douteuses et litigieuses

L'encours des Créances Douteuses et Litigieuses atteint 161,4 millions d'euros au 30 septembre 2008 contre 176,6 millions d'euros au 31 décembre 2007. Dans le même temps, l'encours total de créances brut progresse de 4,29 %. En conséquence, le taux des Créances Douteuses et Litigieuses s'établit à 2,60 % à fin septembre 2008 contre 2,97 % à fin décembre 2007. Les créances douteuses et litigieuses sont provisionnées à hauteur de 111,4 millions d'euros. Ainsi, le taux de couverture s'établit à 69,02 % en septembre 2008 contre 70,46 % fin décembre 2007.

- La division des risques

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les critères de déclaration des grands risques ont été abaissés : à 25 % des fonds propres nets pour les crédits consentis à un même emprunteur, et à 10 % des fonds propres nets pour les crédits ne devant pas globalement dépasser 8 fois les fonds propres nets. En septembre 2008, un seul dossier (CECAB) est à déclarer dans le cadre de ce dispositif, pour un montant correspondant à 18,47 % des fonds propres nets de la Caisse Régionale du Morbihan.

- Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux sur les grands emprunteurs (comptes sociaux)

En 2001, la Caisse Régionale a décidé de doter un Fonds pour Risques Bancaires Généraux destiné à couvrir les risques exceptionnels non avérés sur les 20 plus grands emprunteurs. Il s'agit de constituer une provision sur les engagements nets (engagements bruts minorés des garanties Foncaris et autres) des 20 plus grands emprunteurs. Le stock de provisions FRBG sur les plus grands emprunteurs est de 23,85 millions d'euros.

- Provision pour risques de crédit sur base collective

En 2005, la Caisse Régionale a constitué une nouvelle Provision pour Risques Collectifs (PRC). Au 30 septembre 2008, le montant de cette provision s'élève à 58,3 millions d'euros (contre 41,8 millions d'euros au 31 décembre 2007) et s'appuie sur les données issues du dispositif BALE II en intégrant des pertes attendues au-delà de un an pour la banque de détail et les entreprises.

## **2. Les risques opérationnels**

La Caisse Régionale du Morbihan procède à l'identification des principaux risques opérationnels et détermine la probabilité de survenance de risques « courants ». En attendant la production des premiers Efforts de Fonds Propres, l'évaluation, la quantification et l'analyse des risques opérationnels réalisées sur l'exercice ont permis à la Caisse Régionale de reprendre partiellement sa provision pour la ramener à hauteur de 4,7 millions d'euros.

## **VI. CERTIFICATS COOPERATIFS D'ASSOCIES ET D'INVESTISSEMENT**

### ***1. Certificats Coopératifs d'Associés***

En fin d'année 2001, la Caisse Régionale du Morbihan a émis 876 760 Certificats Coopératifs d'Associés, souscrits en totalité par Crédit Agricole S.A. au prix unitaire de 67,6 euros (dont 15,25 euros de nominal). Les CCA représentent 16 % des titres totaux constitutifs du capital social de la Caisse Régionale du Morbihan (Parts sociales, CCI et CCA).

Au titre de l'exercice 2007, il a été versé un dividende de 3,21 euros par titre. Sur le cours d'émission de 67,6 euros, cette rémunération correspond à un rendement de 4,75 %.

### ***2. Certificats Coopératifs d'Investissement***

Après trois émissions (1988-1991-1994), la Caisse Régionale du Morbihan compte 1.796.694 Certificats Coopératifs d'Investissement, représentant 33 % des titres constitutifs du capital social au 30 septembre 2008.

Au titre de l'exercice 2007, il a été versé un dividende de 3,21 euros par titre, en accroissement de 10,3% par rapport à 2006. Sur le cours moyen annuel de 2007, cette rémunération correspond à un rendement de 3,70 %.

## **VII. PERSPECTIVES 2008**

Dans un contexte plus difficile, le Crédit Agricole du Morbihan inscrit son action dans le cadre de la dernière année de son Plan à Moyen Terme : « MORBIHAN 2008 » conjuguant Satisfaction de la Clientèle, Proximité, Partenariat, et Compétitivité.

Le bon équilibre entre ces quatre dimensions, et la prise en compte du nouveau contexte financier – très différent de celui de 2007 – conduit la Caisse Régionale à adapter légèrement ses ambitions, sans remettre en cause le renforcement des positions commerciales et la solidité financière de la Banque.

En effet, après 9 mois d'activité, les résultats commerciaux sont en sensible retrait par rapport aux prévisions. Les performances financières sont, quant à elles, déjà impactées par l'évolution des marchés financiers ; et depuis le 30 septembre, la crise financière s'est encore amplifiée. Avec un maintien du contexte économique et financier actuel, la tendance des évolutions constatées au 30 septembre 2008 sur le Produit Net Bancaire et le Résultat Net social se prolongera pour toute l'année 2008.

Pour autant, l'assise financière de la Caisse Régionale reste bonne et ancrée sur de solides fondamentaux. La mise en œuvre opérationnelle de coopérations renforcées entre Caisses Régionales Bretonnes s'inscrit dans ce cadre et devrait conforter la capacité d'action tout en préservant la proximité

# Comptes trimestriels résumés sur base consolidée au 30 septembre 2008





## 1. BILAN – ACTIF CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	30 septembre 2008	31 décembre 2007
Caisse, banques centrales	22 523	17 210
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	27 527	5 404
Instruments dérivés de couverture	7 231	6 930
Actifs financiers disponibles à la vente	583 900	779 540
Prêts et créances sur les établissements de crédit	237 555	136 020
Prêts et créances sur la clientèle	6 142 966	5 822 932
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	616	219
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	7 286	7 128
Actifs d'impôts courants	9 387	8 129
Actifs d'impôts différés	24 279	21 642
Comptes de régularisation et actifs divers	109 315	102 313
Immeubles de placement	1 182	1 141
Immobilisations corporelles	39 546	38 231
Immobilisations incorporelles	645	617
<b>Total de l'Actif</b>	<b>7 213 958</b>	<b>6 947 456</b>

## 2. BILAN – PASSIF CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)	30 septembre 2008	31 décembre 2007
Banques centrales	/	/
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	221 636	211 692
Instruments dérivés de couverture	8 835	6 339
Dettes envers les établissements de crédit	4 166 123	4 026 969
Dettes envers la clientèle	1 325 535	1 256 625
Dettes représentées par un titre	499 536	362 778
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 523	1 019
Passifs d'impôts courants	/	/
Passifs d'impôts différés	/	/
Comptes de régularisation et passifs divers	98 574	90 574
Provisions	21 854	28 858
Dettes subordonnées	121 762	88 858
Capitaux propres	751 626	873 744
Capitaux propres part du groupe	751 616	873 744
Capital et réserves liées	157 752	157 998
Réserves consolidées	496 557	448 022
Gains ou pertes latents ou différés	48 827	209 354
Résultat de l'exercice	48 480	58 370
Intérêts minoritaires	10	/
<b>Total du Passif</b>	<b>7 213 958</b>	<b>6 947 456</b>

### 3. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	30 septembre 2008	30 septembre 2007
Intérêts et produits assimilés	244 023	234 438
Intérêts et charges assimilées	-176 867	-168 942
Commissions (produits)	70 588	69 888
Commissions (charges)	-12 170	-8 687
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 439	-2 048
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	26 093	31 887
Produits des autres activités	16 947	17 104
Charges des autres activités	-2 701	-1 311
<b>Produit net bancaire</b>	<b>170 352</b>	<b>172 329</b>
Charges générales d'exploitation	-88 112	-88 949
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-3 037	-2 980
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>79 203</b>	<b>80 400</b>
Coût du risque	-11 825	-12 782
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>67 378</b>	<b>67 618</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-130	6
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>67 248</b>	<b>67 624</b>
Impôts sur les bénéfices	-18 768	-16 202
<b>Résultat net</b>	<b>48 480</b>	<b>51 422</b>

## 4. COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

La Caisse Régionale du Morbihan est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de certificats coopératifs d'investissement et de certificats coopératifs d'associés.

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les certificats coopératifs d'investissement et/ou certificats coopératifs d'associés sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les certificats coopératifs d'investissement sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les certificats coopératifs d'associés ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse Régionale et des Caisses Locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2007	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 30/09/2008
<b>Certificats coopératifs d'investissements (CCI)</b>	<b>1 796 694</b>			<b>1 796 694</b>
Dont part du public	1 315 097			1 311 794
Dont part du Crédit Agricole S.A.	480 799			480 799
Dont part auto-détenue	798			4 101
<b>Certificats coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>876 760</b>			<b>876 760</b>
Dont part public	/			/
Dont part du Crédit Agricole S.A.	876 760			876 760
<b>Parts sociales</b>	<b>2 756 782</b>			<b>2 756 782</b>
Dont 46 Caisses Locales	2 756 691			2 756 691
Dont 18 administrateurs de la Caisse Régionale	90	5	5	90
Dont Crédit Agricole S.A.	1			1
<b>Total</b>	<b>5 430 236</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5 430 236</b>

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est 82,81 millions d'euros.

# Comptes trimestriels résumés sur base sociale au 30 septembre 2008



## 1. BILAN SOCIAL – ACTIF

(En milliers d'euros)	Septembre 2008	Décembre 2007	Variations en %
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>28 191</b>	<b>20 171</b>	<b>39,8</b>
Caisse, banques centrales	22 523	17 210	30,9
Effets publics et valeurs assimilées	/	/	/
Créances sur les établissements de crédit	5 668	2 961	91,4
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>234 755</b>	<b>134 965</b>	<b>73,9</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>6 125 124</b>	<b>5 857 051</b>	<b>4,6</b>
<b>Opérations sur titres</b>	<b>215 924</b>	<b>305 296</b>	<b>-29,3</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	60 745	40 291	50,8
Actions et autres titres à revenu variable	155 179	265 005	-41,4
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>455 566</b>	<b>320 935</b>	<b>41,9</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	413 638	280 389	47,5
Parts dans les entreprises liées	555	557	-0,4
Immobilisations incorporelles	645	618	4,4
Immobilisations corporelles	40 728	39 371	3,4
Capital souscrit non versé	/	/	/
<b>Actions propres</b>	<b>246</b>	<b>63</b>	<b>290,5</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>130 894</b>	<b>115 389</b>	<b>13,4</b>
Autres actifs	62 481	41 965	48,9
Comptes de régularisation	68 413	73 424	-6,8
<b>Total de l'Actif</b>	<b>7 190 700</b>	<b>6 753 870</b>	<b>6,5</b>

## 2. BILAN SOCIAL – PASSIF

(En milliers d'euros)	Septembre 2008	Décembre 2007	Variations en %
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>	<b>809</b>	<b>1 343</b>	<b>39,8</b>
Banques centrales	/	/	/
Dettes envers les établissements de crédit	809	1 343	39,8
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>	<b>4 187 784</b>	<b>4 046 267</b>	<b>3,5</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>1 326 106</b>	<b>1 257 247</b>	<b>5,5</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>710 453</b>	<b>573 867</b>	<b>23,8</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>110 146</b>	<b>94 588</b>	<b>16,4</b>
Autres passifs	34 010	25 201	35,0
Comptes de régularisation	76 136	69 387	9,7
<b>Provisions et dettes subordonnées.</b>	<b>205 963</b>	<b>163 850</b>	<b>25,7</b>
Provisions pour risques et charges	80 487	70 684	13,9
Dettes subordonnées	125 476	93 166	34,7
<b>Fonds pour Risques Bancaires Généraux</b>	<b>23 850</b>	<b>22 350</b>	<b>6,7</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>583 860</b>	<b>535 527</b>	<b>9,0</b>
Capital souscrit	82 811	82 811	/
Primes d'émission	82 676	82 676	/
Réserves	418 373	370 040	13,1
Ecart de réévaluation	/	/	/
<b>Provisions réglementées et subventions d'investissement</b>	<b>/</b>	<b>/</b>	<b>/</b>
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>/</b>	<b>+711</b>	<b>NS</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>41 729</b>	<b>58 120</b>	<b>-28,2</b>
<b>Total du Passif</b>	<b>7 190 700</b>	<b>6 753 870</b>	<b>6,5</b>

### 3. HORS BILAN SOCIAL

(En milliers d'euros)	Septembre 2008	Décembre 2007	Variations en %
<b>1. Engagements donnés :</b>			
Engagements de financement	725 638	825 863	-12,1
Engagements de garantie	235 533	221 320	6,4
Engagements sur titres	693	820	-15,5
<b>2. Engagements reçus :</b>			
Engagements de financement	241 858	63 155	283,0
Engagements de garantie	319 321	313 077	2,0
Engagements sur titres	693	820	-15,5



## 4. COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

(En milliers d'euros)	Septembre 2008	Septembre 2007	Variations en %
Intérêts et produits assimilés	244 754	239 286	2,3
Intérêts et charges assimilées	-182 769	-169 697	7,7
Revenus des titres à revenu variable	24 508	20 648	18,7
Commissions (produits)	68 276	67 355	1,4
Commissions (charges)	-12 276	-8 796	39,6
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-1 591	577	-375,7
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	513	11 488	-95,5
Autres produits d'exploitation bancaire	16 266	13 826	17,6
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 817	-813	123,5
<b>Produit net bancaire</b>	<b>155 864</b>	<b>173 874</b>	<b>-10,4</b>
Charges générales d'exploitation	-87 217	-87 107	0,1
Frais de personnel	-53 526	-53 206	0,6
Autres frais administratifs	-33 691	-33 901	-0,6
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 084	-3 027	1,9
<b>Résultat brut exploitation</b>	<b>65 563</b>	<b>83 740</b>	<b>-21,7</b>
Coût du risque	-11 748	-15 247	-22,9
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>53 815</b>	<b>68 493</b>	<b>-21,4</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	75	1 690	-95,6
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>53 890</b>	<b>70 183</b>	<b>-23,2</b>
Résultat net exceptionnel	0	-1 120	Ns
Impôt sur les bénéfices	-10 661	-16 610	-35,8
Dotations/reprises nettes aux Fonds pour Risques Bancaires Généraux	-1 500	-6 000	-75,0
<b>Résultat net</b>	<b>41 729</b>	<b>46 453</b>	<b>-10,2</b>